

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 JUIN 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 24/343 HABITAT PRIVE - OPAH TOULON - AIDES OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN MONTANT MAXIMUM DE 591 348 € DANS LE CADRE DU FAH ET DE L'AVANCE DE L'AIDE REGIONALE POUR LE COMPTE DU CONSEIL REGIONAL PACA POUR UN MONTANT MAXIMUM DE 162 746 €		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/343

BUREAU DU 3 JUIN 2024

**O B J E T : HABITAT PRIVE - OPAH TOULON - AIDES OCTROYEES
AUX PROPRIETAIRES POUR L'AMELIORATION DE
LOGEMENTS PRIVES POUR UN MONTANT MAXIMUM
DE 591 348 € DANS LE CADRE DU FAH ET DE
L'AVANCE DE L'AIDE REGIONALE POUR LE COMPTE
DU CONSEIL REGIONAL PACA POUR UN MONTANT
MAXIMUM DE 162 746 €**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 07 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Equilibre Social de l'Habitat,

VU la délibération n°03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création du Fonds d'Aide à l'Habitat et définissant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, modifiée à plusieurs reprises,

VU les délibérations n°17/12/267 du 19 décembre 2017, n°18/05/179 du 22 mai 2018, n°18/11/346 du 23 novembre 2018 et n°19/11/389 du 13 novembre 2019 modifiant le règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat,

VU la délibération n°18/10/307 du 25 octobre 2018 portant sur la convention pour l'OPAH sur le centre ancien de Toulon et modalités d'information du public,

VU la délibération n°23/12/338 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2023 portant création des autorisations de programme, relatives aux opérations mises en œuvre dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat,

VU la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon signée le 25 mars 2019 avec les différents partenaires,

VU la convention de financement passée entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 fixant les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région PACA et les conditions dans lesquelles celle-ci remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées,

VU l'avis favorable émis par la Commission d'Octroi du 30 avril 2024 pour l'ensemble des dossiers des propriétaires ci-après présentés,

VU les conventions ci-annexées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence Equilibre Social de l'Habitat et Politique de la Ville, vise l'amélioration générale du parc privé par l'animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon,

CONSIDERANT que cet outil a pour objectif d'accompagner administrativement, financièrement, techniquement les propriétaires occupants et bailleurs, ainsi que les copropriétés dans leurs démarches de travaux d'amélioration et d'adaptation de logements,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec les propriétaires suivants les conventions ci-annexées pour des opérations d'amélioration et de réhabilitation d'immeubles et de logements d'un montant maximum de 591 348 € dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain menée sur la commune de Toulon.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à verser aux propriétaires bailleurs et à la copropriété concernés s'ils peuvent y prétendre, le montant de l'avance de l'aide régionale à hauteur maximale de 162 746 €.

Ainsi que toutes les pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes :

COMMUNES	STATUT	NOM	ADRESSE	CATEGORIE	TPM SUB	REGION AVANCE SUBV	TOTAL A PAYER TPM+REGION
TOULON	Propriétaire bailleur	Monsieur Guilbert Frédéric	30, rue Nicolas Laugier (R+1 gauche)	Réhabilitation globale et énergétique du logement. Conventionnement de loyer et IML.	12 701 €	2 117 €	14 818 €
TOULON	Propriétaire bailleur	Monsieur BIDART Philippe	4, allée Amiral Courbet (R+1 gauche)	Réhabilitation globale et énergétique du logement. Conventionnement de loyer et IML.	7 799 €	-	7 799 €
TOULON	Copropriété	Cabinet SGI (Syndic)	16, rue de Lorgues	Ravalements des façades	20 874 €	-	20 874 €
TOULON	Copropriété	Cabinet Merle (Syndic)	18, rue Baudin (structure)	Confortement du mur mitoyen du RDC et reconstruction du balcon R+1	11 610 €	-	11 610 €
TOULON	Propriétaire bailleur	Monsieur Paulin FERRO	18, rue Baudin (R+5)	Réhabilitation d'un T2 en loyer libre meublé	4 250 €	-	4 250 €

TOULON	Propriétaire bailleur	SCI MIDAVY Monsieur Didier GUEUGNON (Gérant)	378, rue Jean Jaurès (R+1 et R+3)	Réhabilitation globale de l'immeuble et restructuration des logements.	18 975 €	3 438 €	22 413 €
TOULON	Propriétaire bailleur	SCI BOFRER Monsieur Marc DUPAS (Gérant)	6, rue Baudin	Réhabilitation globale de l'immeuble et restructuration des 5 étages pour créer 1 logement par niveau.	144 168 €	53 889 €	198 057 €
TOULON	Copropriété	SCI Monsenergue (Syndic bénévole - Monsieur Louis LEVY)	1, rue Jean Aicard	Renforcement structurel du mur mitoyen avec le 10 rue des boucheries.	7 365 €	-	7 365 €
TOULON	Copropriété	SCI OYSTER (Syndic bénévole - Monsieur Jean- Christophe SUDRE)	15, place Vincent Raspail	Travaux sur parties communes dans le cadre d'une réhabilitation globale de l'immeuble (façades, toiture et cage d'escalier).	59 620 €	25 919 €	85 539 €
TOULON	Propriétaire bailleur	SCI OYSTER (Monsieur Jean- Christophe SUDRE)	15, place Vincent Raspail	Travaux sur parties privatives dans le cadre d'une réhabilitation globale de l'immeuble (du R+2 au R+6).	79 120 €	20 150 €	99 270
TOULON	Propriétaire bailleur	Madame SODA Sylvie	218, rue Jean Jaurès (R+1)	Réhabilitation globale du logement au 1 ^{er} étage	7 655 €	2 162 €	9 817 €
TOULON	Copropriété	Amans Immobilier (Syndic)	13, place Vincent Raspail	Ravalement de 2 façades.	37 012 €	-	37 012 €
TOULON	Copropriété	Nov'Agence (Syndic)	1, rue Nicolas Laugier	Confortement du plancher haut du R+3.	4 833 €	-	4 833 €
TOULON	Propriétaire bailleur	Monsieur et Madame CALLOCH Sébastien et Marianne	29, rue Charles Poncy (R+4)	Réhabilitation globale du logement au 4 ^{ème} étage et confortement de la poudre plancher haut R+4.	12 264 €	2 588 €	14 852 €
TOULON	Propriétaire bailleur	SCI RASPAIL Monsieur SANCHEZ Pascal (Gérant)	23, rue Paul lendrin	Réhabilitation globale d'un immeuble (6 logements du R+1 au R+6 et parties communes)	148 413 €	52 483 €	200 896 €
TOULON	Copropriété	Procura Immobilier (Syndic)	1, rue Roche	Confortement partiel du plancher entre le R+2 et le R+3 gauches (salle de bain).	6 652 €	-	6 652 €
TOULON	Propriétaire occupant	Monsieur ALLINO Jean	92, cours Lafayette (R+2)	Rénovation énergétique du logement du 2 ^{ème} étage.	8 037 €	-	8 037 €
					591 348 €	162 746 €	754 094 €

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2024 de la Métropole :

- opération 5124 : AP PLH PARC PRIVE et l'article 20422.
- opération 5128, article 45812 pour l'avance.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 1, RUE JEAN AICARD EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 1, RUE JEAN AICARD SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 1, rue Jean Aicard, représentée par son syndic bénévole, la SCI Monsenergue, gérée par Monsieur Louis LEVY demeurant 26, rue Aléazard – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la copropriété 1, rue Jean Aicard d'amélioration de l'immeuble 1, rue Jean Aicard entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 1, rue Jean Aicard

La copropriété s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le confortement du mur mitoyen 1, rue Jean Aicard avec la copropriété du 10, rue des Boucheries à Toulon.

L'immeuble 1, rue Jean Aicard fait l'objet d'un arrêté de mise en sécurité datant du 23 mars 2023 sur la reprise du mur mitoyen avec la copropriété du 10, rue des Boucheries.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



**PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **7 365 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 70 226 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 7 365 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 33 856 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la copropriété 1, rue Jean Aicard au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 1, rue Jean Aicard

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 1, rue Jean Aicard.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 1, rue Jean Aicard
représentée par son syndic bénévole
SCI Monsenergue

Monsieur Louis LEVY



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 1, RUE NICOLAS LAUGIER EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 1, RUE NICOLAS LAUGIER SUR
LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 1, rue Nicolas Laugier, représentée par son syndic, Nov'Agence demeurant 5, rue Berthelot – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 1, rue Nicolas Laugier d'amélioration de l'immeuble 1, rue Nicolas Laugier entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 1, rue Nicolas Laugier

La copropriété s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de confortement du plancher haut du R+3 de l'immeuble sis 1, rue Nicolas Laugier à Toulon.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **4 833 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 21 267 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 4 833 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 16 434 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de Syndicat de Copropriété 1, rue Nicolas Laugier au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 1, rue Nicolas Laugier

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 1, rue Nicolas Laugier
représentée par son syndic

Nov'Agence



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 1, RUE ROCHE EN VUE DE LA REHABILITATION
D'UN IMMEUBLE SITUE 1, RUE ROCHE SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 1, rue Roche, représentée par son syndic, Procura Immobilier demeurant 14, rue Vincent Courdouan – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 1, rue Roche d'amélioration de l'immeuble 1, rue Roche entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 1, rue Roche

La copropriété s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le confortement partiel entre le 2^{ème} et le 3^{ème} étage gauche au niveau de la salle de bain de l'immeuble sis 1, rue Roche à Toulon.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **6 652 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 30 117 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 6 652 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 23 465 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la copropriété 1, rue Roche chez Procura Immobilier au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 1, rue Roche

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 1, rue Roche.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 1, rue Roche
représentée par son syndic

Procura Immobilier



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET MONSIEUR BIDART PHILIPPE EN VUE DE LA REHABILITATION D'UN
LOGEMENT SITUE AU 4, ALLEE AMIRAL COURBET SUR LA COMMUNE
DE TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur BIDART Philippe, propriétaire bailleur, demeurant 135, montée du Guet – 83210 SOLLIES-PONT,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet du propriétaire de réhabilitation du logement situé au 1^{er} étage à gauche de l'immeuble 4, allée Amiral Courbet entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet qui porte sur la réhabilitation globale d'un logement situé au 1^{er} étage à gauche de l'immeuble cité ci-dessus :

- Remise aux normes électriques
- Remise en état de la plomberie, pièces d'eau à reprendre en totalité
- Travaux de réfection des surfaces (murs, sols et plafonds)
- Remplacement de la porte palière.

Des travaux de rénovation énergétique font également partie du projet, et permettent d'atteindre une étiquette C, originellement en étiquette E, pour un gain énergétique de 40.81 % :

- Isolation thermique du mur Sud par l'intérieur
- Remplacement des menuiseries double vitrage-PVC par des menuiseries double vitrage-bois
- Remplacement du chauffage électrique par des radiateurs à chaleur douce
- Remplacement de l'ECS par un chauffe-eau plat performant 65 Litres

Un conventionnement loyer social sera appliqué avec Inter médiation locative et mandat de gestion.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **7 799 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 40 527 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 30 030 €.

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 10 497 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera seul compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Propriétaire

Monsieur BIDART Philippe

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET LA SCI BOFRER EN VUE DE LA REHABILITATION DE LOGEMENTS
SITUE AU 6, RUE BAUDIN SUR LA COMMUNE DE TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SCI BOFRER, propriétaire bailleur, représentée par son gérant Monsieur Marc DUPAS, demeurant 44, avenue Kléber - 75 116 PARIS
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence

Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la SCI BOFRER de réhabilitation globale de l'immeuble 6, rue Baudin entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la SCI BOFRER

La SCI BOFRER s'engage à réaliser un projet de réhabilitation globale et de restructuration de l'immeuble 6, rue Baudin en créant un logement par niveau, soit cinq T2.

Le projet prévoit une réorganisation spatiale des logements en regroupements les 3 chambres existantes par étage en un T2, ainsi qu'une réfection globale :

- Remplacement des menuiseries extérieures par du double vitrage en bois.
- Isolation par l'intérieur des murs de façade et des murs donnant contre la cage d'escalier
- Mise aux normes électriques.
- Mise en place d'un système de chauffage.
- Réfection complète de la plomberie, de l'installation sanitaire.
- Mise en place d'une VMC.
- Réfection des murs, sols et plafonds.
- Installation d'une ventilation hygroréglable.

Les logements seront conventionnés en loyer social, LOC 2.

Les parties communes seront entièrement réhabilitées et remises aux normes. Les planchers présentant de gros désordres structurels seront renforcés.

La façade sera ravalée en respectant les prescriptions architecturales en vigueur. La toiture sera isolée et refaite. La cage d'escalier sera rénovée. Le réseau d'électricité et celui des eaux usées seront refaits à neuf.

La SCI BOFRER s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La SCI BOFRER s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La SCI BOFRER s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la SCI BOFRER afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la SCI BOFRER par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **198 057 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 144 168 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 53 889 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 617 220 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 329 672 €.

Le reste à charge de la SCI BOFRER s'élève à 287 548 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SCI BOFRER au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La SCI BOFRER est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera seule compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la SCI BOFRER ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SCI BOFRER

En cas de non-respect par la SCI BOFRER de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SCI BOFRER.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La SCI BOFRER
Représentée par son gérant

Monsieur Marc DUPAS



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 13, PLACE VINCENT RASPAIL EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 13, PLACE VINCENT RASPAIL
SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 13, place Vincent Raspail, représentée par son syndic, Amans Immobilier demeurant 23, boulevard Fénélon – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 13, place Vincent Raspail d'amélioration de l'immeuble 13, place Vincent Raspail entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 13, place Vincent Raspail

La copropriété s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le ravalement de deux façades de l'immeuble sis 13, place Vincent Raspail à Toulon, l'une orientée sur la rue Aléazard et l'autre sur la place Vincent Raspail.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **37 012 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 149 190 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 37 012 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 112 178 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SDC 13, place Vincent Raspail, au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 13, place Vincent Raspail

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 13, place Vincent Raspail
représentée par son syndic

Amans Immobilier

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET LA COPROPRIETE 15, PLACE VINCENT RASPAIL EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE AU 15, PLACE VINCENT
RASPAIL SUR LA COMMUNE DE TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 15, place Vincent Raspail représentée par la SCI Oyster, syndic bénévole, Monsieur Jean-Christophe SUDRE, gérant, demeurant 15, rue Jean Bart – 83 000 TOULON
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans

le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la copropriété de réhabilitation de l'immeuble situé 15, place Vincent Raspail entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 15, place Vincent Raspail

La copropriété s'engage à réaliser un projet de réhabilitation globale et des travaux sur toutes les parties communes (façades, toiture et cage d'escalier) de l'immeuble 15, place Vincent Raspail.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec La copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **85 539 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 59 620 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 25 919 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 255 852 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 142 953 €.

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 112 899 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du syndicat des copropriétaires 15, place Vincent Raspail au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera seule compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de

réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La copropriété 15, place Vincent Raspail
SCI Oyster, syndic bénévole

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Jean-Christophe SUDRE

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET LA SCI OYSTER EN VUE DE LA REHABILITATION DE LOGEMENTS
SITUE AU 15, PLACE VINCENT RASPAIL SUR LA COMMUNE DE
TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SCI OYSTER, propriétaire bailleur, représentée par Monsieur Jean-Christophe SUDRE, gérant, demeurant 15, rue Jean Bart – 83 000 TOULON
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence

Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la SCI OYSTER de réhabilitation des logements de l'immeuble situé 15, place Vincent Raspail entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la SCI OYSTER

La SCI OYSTER s'engage à réaliser un projet de réhabilitation globale et des travaux sur toutes les parties privatives du 2^{ème} au 6^{ème} étage de l'immeuble 15, place Vincent Raspail.

La SCI OYSTER s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La SCI OYSTER s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La SCI OYSTER s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec La copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la SCI OYSTER par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **99 270 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 79 120 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 20 150 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 320 258 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 259 745 €.

Le reste à charge de la SCI OYSTER s'élève à 60 513 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SCI OYSTER au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La SCI OYSTER est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera seule compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de

réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SCI OYSTER

En cas de non-respect par la SCI OYSTER de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SCI OYSTER.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le propriétaire
La SCI Oyster

Jean-Christophe SUDRE

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 16, RUE DE LORGUES EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 16, RUE DE LORGUES SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 16, rue de Lorgues, représentée par son syndic, le Cabinet SGI demeurant 6, rue Adolphe Guiol – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 16, rue de Lorgues d'amélioration de l'immeuble 16, rue de Lorgues entre dans le cadre de sa compétence, la

Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

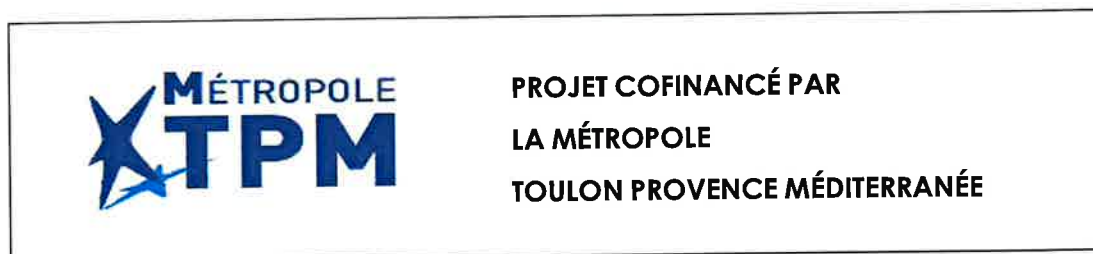
ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 16, rue de Lorgues

La copropriété s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le ravalement des trois façades (côté rue, puits de lumière et pignon Sud) de l'immeuble sis 16, rue de Lorgues à Toulon.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 16, rue de Lorgues afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété

16, rue de Lorgues par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **20 874 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 78 367 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 20 874 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 57 493 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SDC 16, rue de Lorgues au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait

conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 16, rue de Lorgues

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 16, rue de Lorgues.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La copropriété 16, rue de Lorgues
représentée par son syndic

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Cabinet SGI



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR PAULIN FERRO EN VUE DE LA REHABILITATION D'UN
LOGEMENT AU 5ème ETAGE DE L'IMMEUBLE SITUE 18, RUE BAUDIN
SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur Paulin FERRO, propriétaire bailleur, demeurant 30 avenue Amiral Guepratte – 83 160 LA VALETTE DU VAR.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet du propriétaire d'amélioration du logement du 5ème étage de l'immeuble 18, rue Baudin entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de réhabilitation globale d'un logement (T2 en loyer libre meublé) au 5ème étage de l'immeuble 18, rue Baudin.

Plusieurs postes de travaux sont prévus, tels que l'électricité, la plomberie, la réfection des surfaces (murs, plafonds et sols) et différents travaux qui permettent de sortir le logement de la précarité énergétique, à savoir étiquette G, et de passer en étiquette D.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **4 250 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 19 826 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 4 250 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 15 576 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le propriétaire

Monsieur Paulin FERRO



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 18, RUE BAUDIN EN VUE DE LA REHABILITATION
D'UN IMMEUBLE SITUE 18, RUE BAUDIN SUR LA COMMUNE DE
TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 18, rue Baudin, représentée par son syndic, le Cabinet Merle demeurant 1, rue Hippolyte Duprat – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 18, rue Baudin d'amélioration de l'immeuble 18, rue Baudin entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 18, rue Baudin

La copropriété s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de structure de l'immeuble sis 18, rue Baudin à Toulon.

Les travaux comprennent la restructuration du balcon du 1^{er} étage côté Place Raspail et le confortement du mur mitoyen au rez-de-chaussée dans le local commercial.

La copropriété s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **11 610 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 47 166 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 11 610 €

Le reste à charge de la copropriété s'élève à 35 556 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de Syndic de Copropriété 18, rue Baudin au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 18, rue Baudin

En cas de non-respect par la copropriété de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 18, rue Baudin
représentée par son syndic

Le Cabinet Merle

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET LA SCI RASPAIL EN VUE DE LA REHABILITATION D'UN IMMEUBLE
SITUE AU 23, RUE PAUL LENDRIN SUR LA COMMUNE DE TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SCI Raspail, représentée par Monsieur Pascal SANCHEZ, gérant, demeurant 56, boulevard de Courcerin – 77 183 CROISSY-BEAUBOURG
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la SCI Raspail de réhabilitation de l'immeuble situé 23, rue Paul Lendrin entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la SCI Raspail

La SCI Raspail s'engage à réaliser un projet de réhabilitation globale d'un immeuble, composé de 6 logements du 1^{er} au 6^{ème} étage ainsi que parties communes.

La SCI Raspail s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La SCI Raspail s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La SCI Raspail s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la SCI Raspail afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la SCI Raspail par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **200 896 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 148 413 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 52 483 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 686 764 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 342 816 €.

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 343 948 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SCI Raspail au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La SCI Raspail est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera seule compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux; etc.

Il est précisé que le financement du projet de la SCI Raspail ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de

réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SCI Raspail

En cas de non-respect par de la SCI Raspail de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SCI Raspail.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La SCI Raspail
Représentée par son gérant

Monsieur Pascal SANCHEZ

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET MONSIEUR ET MADAME CALLOCH SEBASTIEN ET MARIANNE EN
VUE DE LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT AU 4^{ème} ETAGE DE
L'IMMEUBLE SITUE 29, RUE CHARLES PONCY SUR LA COMMUNE DE
TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur et Madame CALLOCH Sébastien et Marianne, propriétaires bailleurs, demeurant 844, chemin de la Ruytèle – 83 260 LA CRAU
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides

dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet des propriétaires de réhabilitation du logement situé au 4^{ème} étage de l'immeuble 29, rue Charles Poncy entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement des propriétaires

Les propriétaires s'engagent à réaliser un projet de réhabilitation globale d'un logement situé au 4^{ème} étage de l'immeuble 29, rue Charles Poncy avec des travaux de confortement de la poutre au niveau du plancher haut (R+4).

Les propriétaires s'engagent à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Les propriétaires s'engagent sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Les propriétaires s'engagent à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec les propriétaires afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet aux propriétaires par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **14 852 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 12 264 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 2 588 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 60 928 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 41 952 €.

Le reste à charge des propriétaires s'élève à 18 976 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de Monsieur ou Madame CALLOCH Sébastien au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Les propriétaires sont seules responsables de la réalisation du projet financé. En leur qualité de maître d'ouvrage, ils seront seules compétents pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein

droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations des propriétaires

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, ils reverseront à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification aux propriétaires.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Les propriétaires

Monsieur et Madame CALLOCH
Sébastien et Marianne

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET MONSIEUR GUILBERT FREDERIC EN VUE DE LA REHABILITATION
D'UN LOGEMENT SITUE AU 30, RUE NICOLAS LAUGIER SUR LA
COMMUNE DE TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur Guilbert Frédéric, propriétaire bailleur, demeurant 240, chemin de Cambergot – 29 200 BREST,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet du propriétaire de réhabilitation du logement situé au 1^{er} étage à gauche de l'immeuble 30, rue Nicolas Laugier entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet qui porte sur la réhabilitation globale d'un logement situé au 1^{er} étage à gauche de l'immeuble cité ci-dessus.

Des travaux d'électricité, de plomberie, de réfection des surfaces sont attendus.

Un projet de rénovation énergétique est également prévu et permettrait d'atteindre l'étiquette C, soit un gain énergétique de 51.14%, logement initialement classé en étiquette E.

Pour cela, plusieurs postes sont attendus :

- L'isolation des menuiseries par l'installation de fenêtres double vitrage-bois.
- Le remplacement du système de chauffage actuel par des panneaux rayonnants.
- L'amélioration de la VMC autoréglable actuelle par une VMC hygroréglable de type B.
- L'isolation des murs de façade par l'intérieur actuellement doublés sans être isolés.
- Le remplacement du cumulus actuel par un cumulus performant.

Un conventionnement loyer social sera appliqué avec Intermédiation locative et mandat de gestion.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **14 818 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 12 701 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 2 117 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 71 809 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 43 676 €.

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 28 133 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera seul compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Propriétaire

Monsieur Guilbert Frédéric

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR JEAN ALLINO EN VUE DE LA REHABILITATION DE SON
LOGEMENT SITUE AU 2^{ème} ETAGE DE L'IMMEUBLE
92, COURS LAFAYETTE A TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Monsieur Jean ALLINO, propriétaire occupant, demeurant 92, cours Lafayette – 83 000 TOULON
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-occupants.

A cette fin, le Conseil Métropolitain la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet du propriétaire d'amélioration de son logement au 2^{ème} étage de l'immeuble 92, cours Lafayette, entre dans le cadre de sa compétence, Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son logement qui porte sur de la rénovation énergétique, avec la mise en place d'une PAC air-eau, le remplacement des fenêtres simple vitrage par du double vitrage et l'installation d'une VMC simple flux.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **8 037 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 56 557 € TTC

Le montant global des subventions s'élève à 56 557€

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 0 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Propriétaire

Monsieur Jean ALLINO

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET MADAME SODA SYLVIE EN VUE DE LA REHABILITATION DU
LOGEMENT AU 1^{er} ETAGE SITUE AU 218, RUE JEAN JAURES SUR LA
COMMUNE DE TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Madame SODA Sylvie, propriétaire bailleur, demeurant 22, avenue Première Division Brosset – 83 400 HYERES
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence

Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la propriétaire de réhabilitation du logement au situé au 1^{er} étage de l'immeuble 218, rue Jean Jaurès entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la propriétaire

La propriétaire s'engage à réaliser un projet de réhabilitation globale du logement du 1^{er} étage de l'immeuble 218, rue Jean Jaurès, qui est en forte dégradation.

Les travaux consistent en la mise aux normes du logement et sa réfection complète. Les cloisons seront démolies afin de créer un espace ouvert.

La propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **9 817 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 7 655 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 2 162 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 50 240 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 29 657 €.

Le reste à charge de la propriétaire s'élève à 20 583 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de Monsieur ou Madame SODA Thierry au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La propriétaire est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera seule compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein

droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la propriétaire

En cas de non-respect par la propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La Propriétaire

Madame SODA Sylvie

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET LA SCI MIDAVY EN VUE DE LA REHABILITATION DE LOGEMENTS
SITUE AU 378, RUE JEAN JAURES SUR LA COMMUNE DE TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SCI MIDAVY, propriétaire bailleur, représentée par son gérant Monsieur Didier GUEUGNON, demeurant 555, route du Carrubier – 83 250 LA LONDE-LES-MAURES
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la SCI MIDAVY de réhabilitation des logements situés au 1^{er} et 3^{ème} étage de l'immeuble 378, rue Jean Jaurès entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la SCI MIDAVY

La SCI MIDAVY s'engage à réaliser un projet de réhabilitation globale des logements du 1^{er} et 3^{ème} étage. Les deux logements dégradés (respectivement de 31m² et 40m²) présentent une chambre noire.

En plus de la réhabilitation globale, le projet apporte une restructuration de ces logements. Ils passeront tous deux d'un T2 à un studio.

La SCI MIDAVY s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La SCI MIDAVY s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La SCI MIDAVY s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la SCI MIDAVY afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la SCI MIDAVY par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **22 413 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 18 975 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 3 438 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 71 400 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 54 933 €.

Le reste à charge de la SCI MIDAVY s'élève à 16 467 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SCI MIDAVY au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La SCI MIDAVY est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera seule compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la SCI MIDAVY ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de

réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SCI MIDAVY

En cas de non-respect par la SCI MIDAVY de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SCI MIDAVY.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La SCI MIDAVY
Représentée par son gérant

Monsieur Didier GUEUGNON